



Déclaration liminaire de la FSU CHSCTA du 24 juin 2022

La FSU constate, en cette fin d'année scolaire, une grande fatigue généralisée des personnels. Les épisodes COVID, l'extrême longueur de la dernière période (11 semaines), le tout cumulé avec la gestion courante des missions de chacun.e... ont affecté le physique et le moral des personnels. De plus, depuis février, les annonces internationales et nationales sont aussi sources d'inquiétude pour nombre de personnels. Pour exemple, la hausse des carburants est un point central dans le budget de beaucoup de personnels. La possibilité de télétravail, proposé pour les personnels ATSS des directions académiques ou départementales et des EPLE a donc représenté une grande avancée. Cependant, limiter à 2 jours maximum le télétravail, et non 3 comme proposé initialement, réduit les possibilités pour ces personnels de faire des économies notables sur leurs trajets. Cette problématique de l'augmentation du coût des trajets se pose pour tous les personnels roulant pour se rendre sur leur lieu de travail.

Au lendemain des élections législatives, le président de la République est privé d'une majorité absolue à l'Assemblée. Malgré une extrême droite qui obtient un nombre inégalé d'élus, de nombreux parlementaires sont en capacité de relayer les attentes sociales. La FSU mobilisera les personnels pour défendre leurs missions d'intérêt général, la revalorisation des salaires sans aucune contrepartie en plus du rattrapage des pertes salariales accumulées sous le coup de l'inflation et du gel du point d'indice, l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique, la défense du code des pensions.

Concernant la situation COVID, depuis notre dernière instance, aucune information n'est parvenue aux membres du CHSCTA. Depuis quelques semaines, les taux sont nettement à la hausse. Maintenant que toutes les élections se sont déroulées, même les médias en parlent à nouveau. La FSU souhaite avoir un point détaillé de la situation actuelle dans notre académie. De plus, la FSU demande la reconduction du courrier permettant aux personnels d'obtenir des autotests en officine. La crise sanitaire étant de retour, quelles mesures sont envisagées pour la prochaine rentrée ? Les informations seront-elles fournies suffisamment en amont aux personnels afin de faciliter leur travail et l'organisation de cette rentrée ?

Cette instance est consacrée à différents bilans. Donc la FSU demande qu'un retour soit également fait sur ses différentes alertes, situations particulières ou aménagements de poste. La FSU rappelle que les moyens alloués aux membres des CHSCT de l'académie soient attribués à l'année scolaire comme rappelé lors d'une dernière instance et comme il est d'usage.

Concernant le bâti scolaire, les fortes chaleurs de la semaine dernière, les besoins en renouvellement d'air suite aux différentes épidémies, la sécurisation liée aux différents PPMS, les risques des métiers recensés dans les DUERP... poussent forcément à repenser l'Ecole telle qu'on l'a connue. La FSU est en attente de propositions fortes et de l'interpellation de ses représentants autant que de besoin.

La FSU d'Amiens dénonce vivement le « job dating » organisé par le Rectorat d'Amiens le 20 juin pour embaucher des contractuels, qui recevront 2 jours de formation ! Point d'indice gelé depuis plus de 10 ans, salaires parmi les plus bas de toute l'Union Européenne et conditions de travail dégradées : tout a été organisé depuis des années pour que le métier n'attire plus ! Au lieu de s'attaquer aux réelles causes de la crise du recrutement, le gouvernement, dans la continuité de Blanquer, préfère recruter en masse des personnels contractuels précaires et non formés !

Pour finir, la FSU souhaite porter à la connaissance du CHSCTA la dégradation des conditions de travail d'une majorité des personnels de l'école Ozenfant/Patriote de Saint Quentin. En effet, en cette fin d'année, la FSU veut dénoncer la mise en place d'une expérimentation et de RPS générés par le prosélytisme de deux personnels dont les méthodes sont incompatibles avec les directives de l'école de la république. Tout ceci se fait avec l'appui d'élus de la république et un battage médiatique sans pareil sur le Saint Quentinnois. Pourquoi une telle dérogation aux principes de l'école de la république est possible ?